



Kamel «El boucher» devant le tribunal le 22 mai

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4779 - Lundi 13 mai 2019 - Prix : 10 DA

L'Ouest algérien toujours envahi par la drogue marocaine

Huit tonnes et demie de kif traité saisies

Page 3

Afin de stopper la crise économique liée à la chute du baril de brut Smaïl Lalmas appelle à un Plan de relance «dans les meilleurs délais»

Page 2

La guerre commerciale redouble faussement d'intensité

Par Mohamed Habili

A première vue, les Etats-Unis, première puissance économique, sont engagés, mais à leur seule initiative, dans une guerre commerciale avec la Chine, deuxième puissance économique, et cela depuis janvier 2018, ce qui somme toute ne fait pas beaucoup. Néanmoins, s'il ne tenait qu'à l'autre belligérant, la Chine, cette guerre n'aurait jamais commencé. C'est toujours comme à regret qu'elle répond aux hostilités des Etats-Unis et uniquement pour qu'il lui en coûte quelque chose de l'agresser, autrement ils pourraient se croire tout permis avec elle. Mais une guerre n'est-elle pas toujours le fait de celui qui veut redresser un tort, et qui en même temps estime que non seulement l'heure de la déclarer est arrivée mais que la remettre, c'est courir le risque de voir le tort en question porté à une échelle plus grande encore ? Une année dans une guerre d'usure, ce qu'est celle-ci, ce n'est pas un temps suffisant pour juger de sa fortune. Il n'en reste pas moins vrai que ses premières péripéties n'ont guère tourné à l'avantage de son initiateur, l'administration américaine. Si son but était de réduire le déficit commercial américain avec la Chine, le moins que l'on puisse dire est qu'il n'a pas été atteint, puisqu'au bout d'une année, ce déficit s'est accru de 10%.

Suite en page 3

L'aveu d'échec du ministre du Commerce

Les prix de référence non respectés



Ph/E. Soraya/J.A.

Les prix des fruits et légumes et des viandes ont connu, depuis le début du mois de ramadhan, une augmentation vertigineuse. Les mesures annoncées par le ministère du Commerce, en grande pompe, sont comme tombées dans l'oreille d'un sourd. Par ignorance ou par refus de la réglementation, les commerçants n'ont pas appliqué les prix de référence instaurés sur certains produits de première nécessité. Lire page 2

Wilaya de Tizi-Ouzou Un terroriste abattu à Azazga

Page 24



Batna La pièce «El Mina» éblouit les férus de théâtre

Page 13

L'aveu d'échec du ministre du Commerce

Les prix de référence non respectés

■ Les prix des fruits et légumes et des viandes ont connu, depuis le début du mois de ramadhan, une augmentation vertigineuse. Les mesures annoncées par le ministère du Commerce, en grande pompe, sont comme tombées dans l'oreille d'un sourd. Par ignorance ou par refus de la réglementation, les commerçants n'ont pas appliqué les prix de référence instaurés sur certains produits de première nécessité.

Par Meriem Benchaouia

Une simple virée aux marchés de la capitale nous place dans l'ascenseur impitoyable des produits alimentaires de base qui meublent les plats modestes du ramadhan. Comme à l'accoutumée les commerçants, sans aucun scrupule, restent les seuls maîtres de la situation et profitent de la forte demande pour gonfler

les prix, par rapport à ceux de référence, dépassant parfois les 80 dinars pour certains produits. Le ministre du Commerce, promet, par contre, une baisse des prix, dans les prochains jours. Une promesse qui sonne en réalité comme un aveu d'échec de la part du premier responsable du secteur du commerce. Revenant sur ce dispositif, Saïd Djellab a admis que globalement, il a été constaté que les prix de référence n'ont pas été respectés comme il se doit, notamment pour les viandes rouges et les tomates dont les prix ont poursuivi leur hausse durant la première semaine du ramadhan, d'où la nécessité de l'intensification du contrôle des stocks et d'une meilleure maîtrise des marchés de gros, a-t-il estimé. Abordant l'évaluation de l'application des prix de référence, il a évoqué des différences d'une wilaya à une autre dans l'application de ces prix, qui concernent essentiellement les légumes de large consommation (pomme de terre, tomate, oignon, ail, carotte, courgette, salade) outre la banane et les viandes importées, congelées ou surgelées. Néanmoins, le ministre s'est dit optimiste quant à une baisse des prix dans les prochains jours, et ce, en raison de la hausse des températures qui n'est pas favorable au maintien des récoltes sur pied et à la reprise du travail par les agents de contrôle qui avaient observé un mouvement de grève, durant les premiers jours du ramadhan. Par ailleurs, le ministre a annoncé le début des poursuites judiciaires contre les opérateurs économiques qui ont refusé le déstockage des légumes de large consommation.



Ph.E. Soraïou A.

Justice/Affaire des conservateurs fonciers
Kamel
«El boucher»
devant le tribunal
le 22 mai

LE PRÉVENU Kamel Chikhi, dit «El boucher», comparait le 22 mai courant devant le Tribunal correctionnel de Sidi M'hamed (Alger) dans l'affaire des conservateurs fonciers, a-t-on appris, dimanche, auprès d'une source judiciaire proche du dossier. L'affaire concerne les documents, livrets fonciers et actes de propriété relatifs à la société de «Kamel El Boucher». Le prévenu Kamel Chikhi, en détention provisoire, est poursuivi avec 12 autres prévenus dans 4 affaires, dont celle du trafic de cocaïne qui «n'est pas encore enrôlée», a-t-on précisé. L'ex-ministre de la Justice avait indiqué que l'enquête instruite dans l'affaire de saisie de plus de 700 kg de cocaïne au port d'Oran avait révélé l'implication de plusieurs personnes dans des faits liés à la corruption et pots-de-vin versés en contrepartie de facilitations. L'enquête préliminaire s'est soldée par le déferment de suspects devant la justice pour corruption et pots-de-vin versés en contrepartie de facilitations au profit du principal accusé dans l'affaire de cocaïne, mais dans le cadre d'une autre mission et d'une autre activité (promotion immobilière), a-t-il ajouté. Par ailleurs, l'ex-Président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Ali Haddad, comparait devant le Tribunal correctionnel de Bir Mourad Rais pour faux et usage de faux, a-t-on appris auprès de son avocat Me. Khaled Bourayou. «M. Haddad est poursuivi pour faux et usage de faux dans l'affaire des passeports», a fait savoir Me. Bourayou sans donner plus de précisions. Pour rappel, l'ex-président du FCE avait été appréhendé, au poste frontalier Oum Tébou (El Tarf) en s'apprêtant à quitter le territoire national en direction de la Tunisie. **H Y/APIS**

«Dans le cadre des dispositions visant la régulation du marché durant le mois de ramadhan, des inspections ont été opérées au niveau des dépôts des produits agricoles à travers les différentes régions du pays en vue de procéder à leur déstockage et contribuer ainsi à la baisse des prix», a indiqué le ministre lors d'une réunion d'évaluation avec les directeurs centraux et les directeurs de wilayas de son secteur. Suite à ces opérations, certains opérateurs ayant constitué d'importants stocks de produits et refusé de les déstocker pour des fins de spéculation, les services du Commerce ont saisi la justice afin de prendre la mesure qui s'impose à leur rencontre, a fait savoir le ministre. A titre d'exemple, 15 opérations de déstockage de produits agricoles ont été effectuées à Alger la semaine dernière, a ajouté M. Djellab. Dans ce contexte, le

ministre a annoncé la mise en place d'équipes mixtes, regroupant des agents des ministères du Commerce et de l'Agriculture, en vue de faire le point sur les produits récoltés à des fins de spéculation. Il s'agit d'un contrôle sur terrain des champs agricoles en vue de lutter contre une autre forme de spéculation, à savoir l'ajournement de la cueillette des récoltes en vue d'engendrer une pénurie sur le marché, et par conséquent une hausse des prix, a précisé le ministre. Pour ce qui est du signalement des infractions enregistrées en matière de prix, le ministère du Commerce en a reçu un nombre important émanant de citoyens et d'associations de protection du consommateur, de manière directe ou via l'application destinée à cet effet. A ce propos, le ministre a appelé les directeurs de son secteur à répondre «rapidement et efficacement» à toutes les

demandes d'interventions formulées par les citoyens. «Beaucoup de signalements reçus, notamment de la part d'associations, sont restés sans suite. Il y va de notre crédibilité, car le signalement témoigne de la confiance placée en nous par le citoyen et nous ne devons pas le décevoir», a déclaré M. Djellab à l'adresse des cadres de son ministère. En outre, il a été décidé la création d'une cellule de veille au niveau de toutes les directions du Commerce de wilaya pour le suivi et l'analyse des prix, l'élaboration de rapports et l'envoi de bilans hebdomadaires aux autorités centrales. S'agissant des marchés de proximité prévus pour le mois sacré, le ministre a indiqué que le programme a été concrétisé à hauteur de 75 à 80% et que le travail se poursuit pour le lancement des marchés restant en collaboration avec les walis.

M. B.

Afin de stopper la crise économique liée à la chute du baril de brut

Smâil Lalmas appelle à un Plan de relance «dans les meilleurs délais»

Pour stopper le phénomène de régression que connaît l'économie du pays en ce moment, l'économiste et président d'Algérie Conseil Export (ACE), Smâil Lalmas, a appelé au lancement d'un Plan de relance économique «dans les meilleurs délais». Lors de son passage hier à la Radio nationale, l'économiste a indiqué que la crise économique liée à la chute du baril de brut, à laquelle fait face l'Algérie, s'est aggravée, depuis quelques mois, en raison des difficultés rencontrées par nombre d'entreprises à écouler leurs productions. L'intervenant à l'émission «L'Invité de la rédaction» de la Chaîne 3 a donc signalé que certaines parmi ces dernières tournent actuellement à 50% de leurs capacités, en raison du blocage de grands projets liés au tarissement des moyens de financement. Celui-ci prévient qu'au cas où cette situation venait à perdurer, les chefs d'entreprises seraient tentés de

réduire leurs personnels, entraînant «des répercussions terribles sur le chômage et le pouvoir d'achat». Se refusant à imputer cette situation à la crise politique à laquelle est actuellement confrontée la nation, il considère vital de bloquer «ce sérieux danger» en inaugurant un plan de relance d'urgence, «dans les meilleurs délais». Parmi les aspects expliquant le manque de confiance manifesté à l'encontre de l'économie nationale, il fait état de «l'illisibilité politique», des suites, dit-il, de la disparition «des écrans depuis plus de six ans», du président de la République, amenant les investisseurs locaux et étrangers à ne prendre aucun risque. Critiquant les discours politiques, ressasés à l'envi, de «diversification économique» pour en finir avec la rente pétrolière, l'invité constate que ceux-ci n'auront finalement donné lieu à aucun résultat palpable, pour la simple raison, explique-il, qu'«il n'y avait aucu-

ne feuille de route, ni aucune stratégie». Pour Smâil Lalmas, il y a nécessité de libérer l'économie et en même temps changer la structure de l'investissement en la réservant à la ressource humaine, la formation et la compétence, mais pour ce faire, ajoute-t-il, il faudrait en passer par la mise en place d'une «direction politique crédible», armée de la confiance des citoyens. Résumant ses propos, il estime qu'en mettant en œuvre les paramètres de «crédibilité, de confiance, de projets et de compétences», il est possible d'attirer nombre d'investisseurs pour inaugurer un modèle économique solide qui reste encore à bâtir. En outre, concernant les dernières déclarations de la Banque d'Algérie sur l'utilisation du financement non-conventionnel, Smâil Lalmas, président d'Algérie Conseil Export (ACE), étant l'un des experts opposant à l'application de ce type de

financement, considère qu'aujourd'hui, les conséquences de la planche à billets ne sont pas encore visibles sur le terrain, mais si ça continue, elles seront graves sur l'économie du pays et sur le pouvoir d'achat des citoyens. «Nous avons parlé et alerté sur les retombées négatives de la planche à billets dès son annonce par l'ex-premier ministre Ahmed Ouyahia, en septembre 2017, alors qu'il nous prenait pour des clowns, une critique qui m'a vraiment touché», a déclaré Lalmas. «Les gouvernements précédents nous accusaient de cultiver l'alarmisme, de chercher à démolir le peuple, ils ont même mis en doute notre patriotisme, alors que notre objectif était juste d'alerter les pouvoirs publics, de poser un diagnostic froid sur l'état de la situation économique du pays», avait constaté Lalmas lors de l'annonce de l'application du financement non-conventionnel. **Thinherine Khouchi**

L'Ouest algérien toujours envahi par la drogue marocaine

Huit tonnes et demie de kif traité saisies

■ Plus de 8,5 tonnes de résine de cannabis ont été saisies durant le premier trimestre de l'année en cours. Et le plus gros provient des frontières Ouest avec le Maroc, selon un bilan de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie, qui relève que les saisies sont en hausse aussi pour la cocaïne et les substances psychotropes.

Par Louiza Ait Ramdane

L'Algérie est devenue un pays où transitent d'énormes quantités de drogue. Ainsi, de grandes quantités de kif traité sont saisies aux frontières terrestres avec le Maroc. Le bilan arrêté à l'ouest du pays indique un chiffre qui donne le tournis. Un total de 8 547,016 kg de résine de cannabis a été saisi durant le premier trimestre de l'année 2019, en hausse de 18,26% par rapport à la même période de l'année 2018. Se référant au bilan des services de lutte contre les stupéfiants de la Gendarmerie nationale, de la DGSN et des Douanes, la même source indique que 44,14% des quantités saisies ont été enregistrées dans la région Ouest du pays, 23,19% dans le Centre, 21,08% dans la région Sud et 11,59% dans la région Est.

Ce succès a été réalisé lors d'opérations distinctes ayant permis de mettre la main sur des quantités énormes de kif que les trafiquants tentaient d'introduire sur le territoire national à travers la bande frontalière ouest. Des mesures sécuritaires strictes

déployées tout au long de la bande frontalière pour limiter l'activité des narcotrafiants et le résultat est impressionnant, notamment en termes de saisies d'importantes quantités de kif traité et de psychotropes. S'agissant des drogues dures, la quantité de cocaïne saisie a augmenté, passant de 1 185,540 grammes au premier trimestre de l'année 2018 à 3.020,507 grammes à la même période de 2019, soit une hausse de 25.407%, selon le même bilan. En revanche, la quantité d'héroïne saisie a baissé de 93,71%, passant de 17.459 grammes à 1,099 gramme durant la même période de référence. Quant aux substances psychotropes, le bilan relève une augmentation de 28% des quantités saisies, passant de 416 715 à 533 710 comprimés durant cette même période.

11 500 individus impliqués dans des affaires de drogue

Selon les chiffres avancés par les services concernés, 11 529 individus ont été impliqués dans des affaires liées à la drogue, en



baïsse de 14,41%, dont 59 étrangers, selon le même bilan qui fait état de 334 personnes en fuite. Les données de l'ONLDT révèlent également que parmi les personnes impliquées, 2 511 sont des trafiquants, 5 022 sont des usagers de résine de cannabis, 2 224 sont des trafiquants de psychotropes et 1 636 autres en sont des usagers. S'agissant du trafic de drogues dures, il concerne 74 trafiquants, 27 usagers de cocaïne et 12 trafiquants

et 11 usagers d'héroïne. Durant le premier trimestre de l'année en cours, 8 849 affaires ont été traitées contre 10 416 affaires à la même période de l'année 2018, soit une baisse de 15,04%.

Sur le total des 8 849 affaires traitées, 2 742 sont liées au trafic illicite de la drogue, 6 099 relatives à la détention et à l'usage de drogue et 8 affaires liées à la culture de cannabis, conclut la même source. **L. A. R.**

Accidents de la route

Baisse des décès de plus de 6% au 1^{er} trimestre

Une baisse de plus de 6% du nombre de morts des accidents de la circulation a été enregistrée durant le premier trimestre de 2019 par rapport à la même période de l'année précédente, indique, hier dans un communiqué, le Commandement de la Gendarmerie nationale (GN) qui lance une campagne de sensibilisation à ce sujet à l'occasion du

ramadhan. Ainsi, une baisse de 14,77% d'accidents de la circulation a été enregistrée en début d'année en cours et, par conséquent, une baisse de 6,23% dans le nombre de morts et de 15,66% des blessés, tandis que le facteur humain reste en tête des causes entraînant ces accidents, avec un taux de 91,53%, précise la même source. Sur la base de ces résultats «positifs» et

sous le slogan «Durant le ramadhan, prendre le risque peut gâcher la joie de votre famille !», le Commandement de la GN a décidé le lancement d'une campagne nationale de sensibilisation visant à «accompagner les usagers de la route, notamment les conducteurs des différentes catégories de véhicules», est-il ajouté. S'étendant du 10 au 30 mai courant, cette initiative a

également pour objectif de «les sensibiliser sur les dangers des accidents routiers et leur impact tragique, durant ce mois sacré qui se caractérise par certains agissements et comportements négatifs, ayant un impact direct sur la conduite», est-il détaillé, citant notamment les cas de conduite en état de «fatigue et de nervosité».

K. H.

La variété de dattes «Ghars» comme substitut Envolée des prix de «Deglet-Nour»

Les tables de l'iftar (rupture du jeûne) durant ce mois de ramadhan à Ouargla se sont passées de la variété de dattes «Deglet-Nour», en raison de l'envolée de son prix, devenu hors de portée d'une grande partie de la population qui se rabat sur la variété «Ghars» nettement plus abordable. Les citoyens se sont tournés vers la variété «Ghars», abondante dans la région pour un prix ne dépassant pas les 200 DA tout au plus en cette période, abandonnant la variété supérieure «Deglet-Nour» qui avoisine les 750 DA/kg. Les dattes «Ghars», abondantes dans les marchés de Ouargla, constituent, sur le plan économique locale, une source vivrière pour de nombreuses familles, en raison de ses vertus nutritives, en plus de ses dérivés représentant des composants d'alimentation de

base, dont la pâte de Ghars très prisées par les citoyens du Sud du pays. La datte «Ghars», classée pratiquement en seconde position après celle de Deglet-Nour en termes de consommation et de production dans la région, revêt un intérêt particulier aussi bien pour les phœniculculteurs que pour des consommateurs, eu égard à la notoriété de ses vertus nutritives qui ne sont plus à démontrer. S'agissant du conditionnement de cette datte, El-Hadja Fatima Z., originaire de Chott, zone phœnicicole par excellence, une des femmes ayant acquis un savoir-faire ancestral en la matière, a confié que «l'opération de conditionnement est amorcée par la cueillette, puis le tri des dattes molles en fonction de leur calibre, leur nettoyage, rinçage et séchage». Les dattes sont ensuite bien entas-

sées dans des sacs ou d'autres récipients (sceaux et jarres), refermés hermétiquement pour préserver la qualité nutritive du produit sur de relativement longues périodes pour être consommées, au moment nécessaire, comme la période du ramadhan. Selon El-Hadja Fatima, des quantités de Ghars conditionnées seront ainsi préservées pour la «Aoula» (approvisionnement) familial ou cédées au marché, car très sollicité dans la préparation de divers variétés de pâtisseries, moderne et traditionnelle, dont R'fis et Zerira, des mets à base de Ghars, de semoule et de beurre, prisés durant les longs voyages, tels que le pèlerinage.

Campagne sur les réseaux sociaux pour boycotter «Deglet-Nour»

La flambée des prix de Deglet-Nour, atteignant les 750 DA/kg en ce début du mois de piété et de solidarité, a provoqué l'ire de la population, dont certains ont, face à cette situation, recouru au lancement d'une campagne sur les réseaux sociaux pour dénoncer cette cherté des prix et convier les internautes à mener une campagne de boycott du produit. «Laissez-la s'abimer» est le mot d'ordre retenu pour appeler les citoyens à boycotter Deglet-Nour, des citoyens qui n'ont pas tardé à répercuter l'information afin de contrecarrer la hausse injustifiée de ce prix, notamment dans les régions à vocation phœnicicole. Pire encore, selon des citoyens, la datte Deglet-

LA QUESTION DU JOUR

La guerre commerciale redouble faussement d'intensité

Suite de la page une

A croire que la première, puis la deuxième, vague de hausse des droits douaniers sur les produits chinois, ont eu pour seul effet de rendre le client américain encore plus friand du made in chinois en général. La vérité est toutefois plus complexe. C'est que nombre de ces produits de grande consommation ne sont pas chinois mais américains. Ce sont des entreprises américaines qui les fabriquent en Chine, pour les exporter ensuite aux Etats-Unis. Or l'une des promesses de campagne de Trump, c'est justement de taxer ces produits de façon suffisamment lourde pour obliger leurs fabricants à relocaliser. A noter qu'en l'occurrence il s'agit de promesse, non pas d'engagement, comme c'est le cas par exemple de la construction du mur à la frontière avec le Mexique. Toujours est-il que la question se pose de savoir pourquoi Trump persiste dans une voie qui jusque-là a aggravé le déficit au lieu de le réduire. Ne court-il donc pas le risque de voir ce déficit se creuser plus encore avec la troisième vague de taxation, et qui elle touche 200 milliards de dollars d'importations en provenance de la Chine ? Cette possibilité n'est pas à écarter. Mais ce n'est pas elle qui ferait reculer Trump. S'il a rompu la trêve observée depuis quelque temps entre les deux pays, c'est probablement moins en vue de réduire le déficit commercial avec la Chine que pour la faire revenir sur sa décision de boycotter le soja américain. Les Chinois savent très bien quelles mesures de rétorsion sont les plus douloureuses pour l'administration américaine. Les agriculteurs comptent au nombre des électeurs de Trump, depuis toujours engagé dans la bataille de sa réélection. Un déficit qui va se creusant, c'est beaucoup moins grave pour lui que sa non-réélection. Ce qui lui arriverait sûrement si l'Amérique profonde était mécontente du bilan de son premier mandat. Ce qui heureusement pour lui n'est pas encore le cas, mais qui peut l'être plus tard, d'autant que les élections sont encore relativement lointaines. Sa décision d'augmenter d'un seul coup les droits douaniers touchant 200 milliards de produits n'a probablement pour but que de faire en sorte que les Chinois reprennent leurs achats de soja américain.

M. H.

Nour est exposée dans les marchés du nord, dont Oran et Constantine, à des prix jugés raisonnables ne dépassant pas les 450 DA/kg, contre une flambée injustifiée à Ouargla et d'autres régions du Sud. **Hani Y.**

Opération de solidarité en partenariat avec le CRA tout au long du mois de ramadhan

Ooredoo ouvre ses cantines d'Alger, Oran et Constantine pour des Iftar

OOREDOO réaffirme une nouvelle fois sa dimension citoyenne en ce mois sacré de ramadhan et organise, avec son partenaire le Croissant-Rouge algérien (CRA), des iftar quotidiens dans ses cantines au profit de jeûneurs parmi les passagers, les ouvriers, les nécessiteux et ceux qui se trouvent loin de leurs familles. Pour la troisième année consécutive, Ooredoo ouvre ses salles de restauration au niveau de ses sièges d'Alger, d'Oran et de Constantine, où des repas complets sont servis chaque jour, tout au long du mois sacré, par des bénévoles du CRA et des employés de Ooredoo. A cette occasion, la présidente du CRA, M^{me} Saïda Benhabyles, a affirmé : «*Nous remercions Ooredoo de s'être engagée à nouveau dans cette opération de bienfaisance durant ce mois de ramadhan. Cette action de solidarité en faveur des jeûneurs traduit les valeurs d'une entreprise citoyenne pleinement impliquée dans la société algérienne. Depuis 2008, notre partenariat avec Ooredoo nous permet de concrétiser notre programme d'actions à travers de nombreux projets en faveur de différentes couches de la société. Le mois sacré reste une occasion de choix pour mettre en avant les valeurs d'unité, de solidarité et d'entraide du peuple algérien.*»

Pour sa part, le Directeur général de Ooredoo, M. Abdullatif Hamad Dafallah, a déclaré : «*Nous sommes heureux de renouveler, en partenariat avec le Croissant-Rouge algérien en ce mois de piété et de partage, cette opération de bienfaisance en faveur des jeûneurs. En tant qu'entreprise citoyenne, Ooredoo est fière d'accueillir tous les jeûneurs en leur offrant des repas dans une ambiance conviviale et chaleureuse. Le mois de ramadhan est une opportunité pour Ooredoo de réitérer son engagement aux côtés du CRA et de l'accompagner dans ses nobles missions en faveur de la société algérienne.*»

Pour rappel, Ooredoo et le CRA concrétisent chaque mois de ramadhan de nombreux projets humanitaires et caritatifs dans le cadre de la mise en œuvre de leur partenariat stratégique conclu en 2008.

Par cette action citoyenne en ce mois de piété, de partage et de solidarité, Ooredoo réitére son engagement auprès du CRA et exprime son engagement dans la société algérienne.

Communiqué

ANS/Durant le ramadhan

Cinq bus de don du sang mobilisés à travers les mosquées d'Alger

■ L'Agence nationale du sang (ANS) a consacré cinq bus mobiles de don du sang répartis sur 26 mosquées à Alger, dans le cadre des opérations de solidarité organisées durant le mois de ramadhan au niveau national, a affirmé, hier, le directeur de la communication de cette Agence, D^r Kerri Sofiane.

Par Yanis F.

La campagne de don du sang s'inscrit dans le cadre de l'opération de solidarité parrainée par le ministère de la Santé, en collaboration avec le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, a précisé D^r Kerri à l'APS, soulignant que cette opération concernera 26 mosquées, avec un total de 48 opérations à Alger. Cette opération se poursuivra jusqu'à la fin du mois sacré, a-t-il dit, ajoutant qu'il a été procédé à l'aménagement d'espaces près des mosquées, en vue de faciliter l'opération de don du sang après la prière, outre la sensibilisation des fidèles à l'importance du don du sang. Supervisée par un staff médical et paramédical spécialisé, cette opération de solidarité vise à collecter une quantité suffisante de sang de manière à répondre aux besoins des services d'urgences médicales, de maternité, de pédiatrie, de chirurgie et d'hématologie (thalassémie et hémophilie), a ajouté le même responsable. Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'attachement de l'ANS à participer aux différentes opérations de solidarité organisées durant le mois de ramadhan en faveur des



PHOTO R.

citoyens et ce, en coordination avec les centres de transfusion sanguine, au nombre de 16 à Alger, sur un total de 229 centres au niveau national concernés par la collecte du sang pour approvisionner les différents services hospitaliers, a poursuivi le D^r Kerri. L'ANS organise une campagne nationale de don du sang durant le mois de ramadhan à travers les différentes mosquées au niveau national. Le program-

me de cette campagne a été publié sur le site électronique de l'Agence : www.ans.dz pour donner d'amples détails sur le programme et l'opération de solidarité. Par ailleurs, M. Kerri a indiqué que l'ANS avait collecté, lors d'une campagne de don organisée durant le précédent ramadhan (2018), près de 41 000 poches de sang au niveau national dont 4 500 poches à Alger, ce qui représente 11% du total des

dons enregistrés, afin d'éviter un manque dans certains groupes sanguins rares. Dans le même sillage, il a fait savoir que l'agence traçait un plan annuel de transfusion et de don du sang, à travers l'organisation de campagnes de sensibilisation au niveau national, visant à consacrer la culture de don de cette matière vitale, affirmant que tous les centres de transfusion hospitaliers disposaient «d'un stock de sécurité», utilisé en cas de catastrophes ou d'urgences. Outre les campagnes de sensibilisation ouvertes à toutes les catégories, l'ANS œuvre, tout au long de l'année, à sensibiliser les citoyens à l'importance du don du sang, en élargissant le programme de don mis en place par cette agence avec les différentes sociétés et entreprises, voire les universités, a-t-il souligné. A ce titre, le même responsable a appelé «les citoyens en bonne santé, âgés entre 18 et 65 ans, à répondre massivement aux appels de don du sang, rassurant que le matériel utilisé est stérile et à usage unique et qu'ils n'ont rien à craindre, sachant que le sang est analysé et contrôlé minutieusement par les centres de transfusion».

Y. F./APS

Internet/Sites

Algérie Télécom dément avoir «pris toutes mesures restrictives et bloqué tout contenu»

Algérie Télécom (AT) a affirmé, samedi, qu'elle n'avait pris aucune mesure restrictive et qu'elle n'avait bloqué aucun contenu, et ce, en réponse à certaines déclarations diffamatoires prétendant que «les contenus de certains sites web avaient été bloqués en Algérie». «Suite aux déclarations diffamatoires ciblant Algérie Télécom, faites par certains responsables de sites web, selon lesquels leur sites auraient été bloqués en Algérie, Algérie Télécom a tenu à éclairer l'opinion publique que ces accusations sont diffamatoires et non fondées», lit-t-on dans le com-

muniqué d'AT. L'entreprise publique a souligné que «les blocages de sites web se font uniquement dans un cadre légal et rassure l'opinion publique qu'elle n'avait pris aucune mesure restrictive et n'avait bloqué aucun site», ajoutant que «toute information relayée à ce titre est non fondée». «Le secteur en général et Algérie Télécom en particulier, bien qu'ayant subi des attaques diffamatoires, n'ont jamais eu recours au blocage de contenu, d'autant plus que cette décision relève exclusivement de la compétence de l'autorité judiciaire», précise AT dans le com-

muniqué. «Algérie Télécom se démarque de toutes les autocensures pratiquées par les administrateurs des sites web, lesquelles visent à donner plus d'importance à certains sites web et condamne ce type de pratiques malsaines, dont le seul but est d'attiser le ressentiment d'une part, et de voir leurs pages visitées par un plus grand nombre d'internautes, d'autre part», indique AT dans son communiqué. L'entreprise publique rappelle que «toute accusation liée au cyberspace doit faire l'objet d'une déposition auprès des autorités judiciaires, tandis que

les allégations relayées sur le net relèvent de la calomnie et ne sont pas considérées comme preuves à étayer pour mener des investigations impartiales et crédibles», a fait savoir AT. C'est dans ce sens qu'elle a noté qu'«en cas d'absence de déposition auprès des autorités judiciaires par des individus prétendant être détenteurs de preuves, cela est considéré, de fait, comme un crime». L'entreprise se réserve, toutefois, le droit d'engager des poursuites judiciaires pour toute action diffamatoire, a conclu la même source.

R. N.

Maîtrise totale du feu, une personne brûlée

Explosion de gaz à Fertil Annaba

Une personne a été brûlée au deuxième degré et des équipements ont été endommagés dans l'incendie, a déclaré samedi après-midi la société des fertilisants d'Algérie Fertil (Ex-Asmidal) d'Annaba, suite à une explosion du pipe à gaz alimentant cette unité. L'incendie a totalement été maîtrisé, ont indiqué samedi soir les services de la

Protection civile. Les éléments de la Protection civile mobilisés pour l'opération de secours ont lutté pendant deux heures contre le feu, déclaré vers 17h30, et ont réussi à circonscire les flammes et éviter leur propagation vers les autres unités de la société des fertilisants, a précisé à l'APS la cellule de communication des mêmes services, détaillant que

la personne blessée dans cet incendie, un employé âgé de 36 ans, souffrant de brûlures de 2e degré, a été transférée au service des brûlés Ibn Sina du Centre hospitalo-universitaire, CHU-Ibn Rochd d'Annaba après les premiers soins prodigués sur place. La société Fertil totalise quatre unités dont celles de la production de l'ammoniac et du

nitrate et utilise dans le cadre de ses activités économiques une mixture de plusieurs gaz dans la production et le développement des engrais azotés et phosphatés. Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer avec exactitude les causes exactes de cet accident, a conclu la même source.

R. S.

Ouargla/Commerce

La pastèque précoce envahit les marchés

■ La pastèque précoce envahit actuellement les marchés des fruits et légumes à Ouargla, a-t-on constaté. Les vendeurs de ces fruits sucrés et gorgés d'eau poussent comme des champignons dans les marchés de la ville de Ouargla, tels que les souks quotidiens du vieux ksar, de Sidi Bel-Abbès et ceux d'autres localités environnantes.

Par Mahi O.

La pastèque précoce, qui a fait son apparition sur les étals depuis quelques jours, est proposée aux consommateurs à des prix variant entre 70 et 120 DA/ kg, selon le calibre et la qualité de ce fruit cultivé dans différents périmètres de la région, tels que Remtha, Khechem-Errih, Hassi-Benabdallah et Taibet ou acheminés de certaines wilayas limitrophes.

Approchés par l'APS, peu de ménages ont concédé pouvoir acheter ces fruits qui, selon eux, restent toujours trop chers, en attendant que les prix baissent durant la période estivale.

Il faudra patienter quelques jours de plus pour voir le prix de la pastèque baisser et devenir plus accessible, surtout pour les familles au revenu modeste, sachant que les dépenses durant le ramadhan doublent presque comparativement aux autres mois de l'année, selon divers avis de citoyens. Cependant, la vente de ce fruit, dont le poids peut atteindre une dizaine de kilogrammes, bat son plein sur les abords de routes autour de la ville de Ouargla, notamment le long de la RN-49

menant vers Hassi-Messaoud et de la RN-56 en direction de Touggourt, où de nombreux vendeurs avec des camionnettes chargées de pastèques invitent les automobilistes à acheter leur marchandise.

Récoltée généralement durant la période allant d'avril jusqu'à la mi-juin, la pastèque précoce de Ouargla se répartit en plusieurs variétés, notamment la pastèque «Crimson» (de forme arrondie, rayée et à chair rose vif) ainsi que la pastèque «Grybell» (arrondie, à peau verte claire, légèrement rayée et à chair rose ou rouge), ont indiqué des vendeurs.

L'engouement des agriculteurs locaux pour la culture de la pastèque s'est traduit par l'expérimentation de variétés adaptées aux caractéristiques naturelles de la région, ayant donné lieu à une production en hausse avec un bon rendement ces dernières années, selon le directeur des services agricoles (DSA) de la wilaya, Salim Benzaoui. La réalisation de nouveaux périmètres agricoles a encouragé la culture de la pastèque précoce sous serre, qui occupe actuellement une superficie de plus de 1 700 hectares répartis sur plusieurs



périmètres agricoles, tels que Remtha, Khechem-Errih Hassi Benabdallah, Hassi Messaoud et

Taibet, a-t-il précisé. La DSA prévoit, au titre de l'actuelle saison agricole (2018-2019), une pro-

duction estimée à 154 744 quintaux de pastèques.

M. O./APS

Sécurité alimentaire

L'érosion des sols affecte 95% de la production agricole dans le monde

Le sol qui est rempli d'eau, d'éléments nutritifs et de micro-organismes essentiels à la croissance des aliments est l'un des éléments clés d'un avenir «Faim Zéro», a indiqué la FAO sur son site web, en tirant la sonnette d'alarme sur l'érosion de ces sols qui affecte 95% de la production agricole mondiale. Selon l'Organisation des Nations unies chargée de l'alimentation et de l'agriculture (FAO), «la restauration de quelques centimètres de sol peut prendre jusqu'à 1 000 ans. Par conséquent, si nous voulons assurer la sécurité alimentaire et une meilleure nutrition à l'avenir, nous devons dès à présent prendre soin de notre sol». L'équivalent d'un terrain de football s'érode toutes les cinq secondes, affirme la FAO, soulignant que l'érosion est l'une des principales menaces qui pèsent sur les sols et sur la sécurité alimentaire. Par définition, l'érosion

consiste en l'élimination de la couche arable par l'eau, le vent ou des activités agricoles non durables telles que le travail intensif du sol, sachant qu'une partie de l'érosion des sols est naturelle et se produit dans toutes les conditions climatiques et sur tous les continents, tandis qu'une grande partie de ce phénomène est due à des activités humaines non durables – telles que le surpâturage, l'agriculture intensive et la déforestation – qui peuvent multiplier par 1 000 le taux d'érosion des sols.

Plus de 90% des sols pourraient se dégrader d'ici à 2050

«L'accélération de l'érosion des sols peut avoir des conséquences désastreuses pour nous tous. Si nous n'agissons pas maintenant, plus de 90% des sols de la surface de la terre pourraient se dégrader d'ici à

2050», avertit la FAO. Et d'ajouter qu'il existe cinq façons dont l'érosion des sols menace notre sécurité alimentaire et la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Ainsi, selon cette même publication l'érosion du sol inhibe notre capacité à produire des aliments nutritifs, en diminuant les éléments nutritifs disponibles pour les plantes ainsi que l'espace dont elles disposent pour s'enraciner, l'érosion du sol peut réduire le rendement des cultures jusqu'à 50%. De même, l'érosion des sols peut augmenter la fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles comme les glissements de terrain et les inondations. En troisième lieu, la FAO cite que l'érosion des sols entraîne la dégradation des écosystèmes et affecte l'approvisionnement en eau, de plus, avec moins de sol pour absorber les fortes pluies, les inondations peuvent devenir plus fréquentes et plus intenses.

L'érosion des sols endommage les infrastructures urbaines, a encore ajouté la même source qui explique que lorsque le sol n'est pas retenu par les racines des plantes, il peut être facilement déplacé par le vent ou l'eau. Enfin l'organisation onusienne indique également que l'érosion des sols contribue à la pauvreté et peut conduire à la migration. Selon elle, plus de 68 millions de personnes dans le monde ont été déplacées de chez elles, dont beaucoup pour des raisons liées au climat, notant que l'érosion des sols ne fait qu'exacerber les effets du changement climatique.

Avec moins de sols, les écosystèmes ont moins de résilience pour s'adapter aux nouveaux modèles de température et de précipitations, et l'appauvrissement des sols aggrave les effets des phénomènes météorologiques, faisant que les moyens d'existence des populations sont

de plus en plus affectés et de plus en plus de personnes peuvent être contraintes de s'installer ailleurs. La lutte contre l'érosion des sols sera la clé d'un avenir «Faim Zéro» et de la réalisation du Programme 2030, affirme la FAO qui souligne que dans certaines régions du monde, les taux d'érosion des sols ont baissé au cours des dernières décennies. En fait, soutient-elle, l'érosion peut être considérablement réduite dans presque toutes les situations grâce à des pratiques de gestion durable des sols telles que la construction de terrasses ou en faisant pousser des cultures de couverture qui protègent la surface du sol. En travaillant ensemble, les agriculteurs, les scientifiques et les décideurs peuvent créer des stratégies et des programmes pour lutter contre l'érosion des sols, a-t-elle conclu.

Salem K./Agences

Sucre

Le déficit mondial est attendu à 1,7 million de tonnes

Le marché mondial devrait connaître en 2019/2020, un déficit de 1,7 million de tonnes de sucre après un surplus de 400 000 tonnes enregistré un an plus tôt, prédit la firme allemande F.O. Licht, référence mondiale pour les statistiques sur le sucre. Cette situation s'explique essentiellement par une baisse

de 1,2 million de tonnes de la production mondiale à 185,1 millions de tonnes en 2019/2020 en raison des contreperformances attendues chez la plupart des poids lourds du secteur, a ajouté la firme allemande citée par une agence de presse étrangère. Du côté de la Thaïlande, les prix mondiaux oscillant

autour de leur plus bas niveau depuis 10 ans et les conditions de sécheresse devraient faire chuter la production de 14,6 millions de tonnes à 12,7 millions de tonnes en 2019/2020. En Inde, ces mêmes facteurs pousseront le stock attendu à 29,4 millions de tonnes pour la prochaine campagne contre un

record de 33 millions de tonnes enregistré un an plus tôt. Au Brésil, la région Centre-Sud qui fournit environ 90% de la production nationale de canne à sucre devrait décaler, en 2019/2020, seulement 37% des superficies à la production du sucre, et ce, en raison de la meilleure rentabilité de la trans-

formation de la canne en éthanol comparativement à la conversion en sucre. En ce qui concerne les cours mondiaux de cette matière première, ils ne devraient pas s'améliorer à court terme en raison des stocks considérables accumulés en Inde en 2018/2019.

R. E.

Mostaganem

Plus de 63 millions DA pour la restauration et la réhabilitation de la poste centrale

■ Un montant de 63,6 millions DA a été consacré à la restauration et la réhabilitation de la poste centrale de la ville de Mostaganem, a-t-on appris du directeur d'Algérie Poste de la wilaya, Benosmane Bendiha.

Par Anissa H.

Les travaux de réhabilitation de ce bâtiment, au cachet architectural distingué, comprendront la façade (42 millions DA), les structures internes (21,6 millions DA), et se feront en harmonie avec le projet de réhabilitation des différentes vieilles bâtisses du centre-ville de Mostaganem. Le bureau d'études chargé des travaux et également spécialisé en urbanisme est chargé de la restauration du centre-ville de Mostaganem en vue de préserver le même modèle de restauration des bâtisses dont la date d'édification remonte au début du siècle dernier. Cette opération entre dans le cadre du programme d'amélioration des services et de modernisation du secteur, a

ajouté M. Benosmane, qui a souligné que ce programme a permis, l'année dernière, l'extension et la réhabilitation de neuf bureaux sur les 17 bureaux de poste. Concernant la création de nouveaux bureaux postaux dans la wilaya de Mostaganem, il a souligné qu'Algérie poste a bénéficié, dans le cadre de la réexploitation de structures et locaux vacants, de six structures dont l'annexe administrative de Raouaouna (commune de Benabdelmalek Ramdane), l'ancien siège d'APC, le siège de la garde communale de Sirat et de la recette des impôts du centre-ville de Mostaganem. Le réseau des bureaux de poste d'Algérie poste de Mostaganem (70 bureaux actuellement) sera renforcé par cinq nouveaux au premier semestre courant dans les communes de Mostaganem,



Bougairat, Sirat et Benabdelmalek Ramdane. Il est prévu cette année aussi la mise en service de 31 nouveaux distributeurs automatiques (23 actuellement) qui s'ajoutent aux

guichets uniques. Algérie poste de Mostaganem enregistre en été, notamment en périodes de pic, des opérations financières record, soit sept millions de comptes postaux courants

nécessitant le renforcement des ressources humaines depuis 2017 de plus de 120 nouveaux employés.

A. H. / APS

Khenchela

Des femmes bénéficient d'un programme de développement de l'esprit entrepreneurial

Plus de 159 femmes de la wilaya de Khenchela ont bénéficié de cours de sensibilisation dans le cadre du programme national intégré spécialisé dans la promotion de la culture de l'entrepreneuriat chez la femme, a déclaré le directeur de l'Action sociale et de la solidarité (DASS), Nacer Melouah.

Les actions de sensibilisation, chapeautées par la DASS, lancées depuis décembre dernier, ont axé sur des cours abordant le programme d'accès de la femme au monde du travail et de l'entrepreneuriat, dans le cadre de divers dispositifs de soutien à l'emploi mis en place par l'Etat, a indiqué le responsable, soulignant que des femmes de huit communes, à savoir Babar, Chechar, Mehmal, Ain Touila, Tamza, Remila, Bouhama et Taouzanet, ont été ciblées par ces actions. La caravane de sensibilisation, qui sillonne certaines communes éloignées pour faire connaître ce programme et son objectif en plus des méthodes visant à aider à la

concrétisation de divers projets de développement, a permis le recensement de 50 femmes rurales désireuses de bénéficier de microcrédit ou d'un crédit inscrit au titre de différents dispositifs de soutien à l'emploi, a ajouté M. Melouah.

L'intensification de ces processus de sensibilisation, a-t-il expliqué, vise à encourager les femmes au foyer à contribuer à trouver des sources de revenus

pour améliorer leurs conditions de vie, affirmant que cette campagne cible les différents Centres de formation professionnelle et les maisons de jeunes de la wilaya. M. Melouah a indiqué dans ce contexte que les caravanes d'information et les sessions de formation, marquées par la présentation d'échantillons de produits de projets réussis de certains bénéficiaires dans le cadre des programmes de sou-

tien et des subventions de l'Union européenne chargée du programme d'appui jeunesse-emploi «PAJE», auront pour objectif d'inciter les femmes à s'adresser à divers organismes et fonds de soutien, l'acquisition des notions de gestion nécessaires à la réussite de divers projets et la création de nouveaux postes d'emploi.

Le responsable a déclaré qu'une réunion a été organisée

récemment avec des femmes, des associations et des partenaires locaux afin de mieux aider les femmes issues des zones rurales à surmonter les difficultés liées au travail et à éliminer les obstacles qui entravent leur adhésion au programme national intégré pour la promotion et le développement de l'esprit d'entrepreneuriat.

Nabila T.

Réhabilitation de portions de la RN18 à Médéa

Le projet livré fin septembre

Les travaux de réhabilitation de plusieurs tronçons de la route nationale 18, reliant la partie Est de la wilaya de Médéa à l'Ouest, avancent à un rythme «soutenu» et devraient être achevés avant fin septembre prochain, a appris l'APS auprès du directeur local des travaux publics. Scindé en trois sections, le projet de réhabilitation concerne un linéaire global de plus de 30 km, dont 20 km couvrant la

portion de route allant de la limite de la wilaya de Bouira jusqu'au chef lieu de la commune de Beni-Slimane, en passant par Sedraya et Guelb-el-Kebir, alors que la seconde section, d'une longueur de 10 km, relie le chef lieu de la commune de Oued-Harbil au centre-ville de Médéa, la troisième et dernière section, comprenant moins de 4 km, s'étend, elle, de Beni-Slimane centre à la sortie ouest de la ville,

a expliqué Yahia Meziane. S'agissant de la portion de route qui fait la jonction entre la wilaya de Bouira et Beni-Slimane, le même responsable a indiqué que les travaux, entamés il y a quelques jours, sont actuellement au stade de la réalisation des «planches d'essais», étape jugée indispensable avant de commencer la pose du revêtement de la chaussée, expliquant que celle-ci va s'étaler sur 7 ou

10 jours, le temps de s'assurer de la fiabilité de cette couche et de sa résistance. Le tronçon routier reliant la commune de Oued-Harbil au centre-ville de Médéa se trouve, selon Yahia Meziane, à un stade «plus avancé» que celui de Beni-Slimane, avec le lancement de la première couche de revêtement de la chaussée sur un linéaire de 3 km, soit un peu moins du tiers du tracé, d'une longueur de 10km, et qui devrait être achevé d'ici quelques semaines, a-t-il confié. La dernière portion, qui va du centre-ville de Beni-Slimane à la sortie ouest de la ville, sera lancée en réalisation, fin juillet prochain, a fait savoir le directeur local des travaux publics, précisant que ce «léger décalage» par rapport aux autres sections «n'aura pas de grande incidence» sur l'ensemble du projet, puisque les travaux se limitent à une portion de route de quatre kilomètres seulement.

M. Y. / R. R.

A. O.

Sidi Bel-Abbès

Augmentation de la production de lait à 160 000 litres/jour durant le ramadhan

Le complexe public de lait Giplait Tessala de Sidi Bel-Abbès a augmenté sa production de lait durant le mois de ramadhan pour passer à 160 000 mètres cubes de lait par jour, a-t-on appris du directeur par intérim de ce complexe. Brahim Belhadj a indiqué que le lait est disponible en quantité demandée, et ce, après le doublement de la production journalière qui est passée de 80 000 à 160 000 litres par jour, rassurant que cette

quantité suffit à couvrir les besoins de la wilaya de Sidi Bel-Abbès et des wilayas voisines. Le responsable a souligné que le programme tracé pour le mois sacré a permis d'assurer la disponibilité du lait et dérivés en quantité, et ce à travers la mobilisation de trois équipes se relayant à intervalle régulier durant la journée. Il a ajouté que le complexe Giplait Tessala produit plusieurs qualités de lait et procèdera prochainement à la produc-

tion de fromage en portions, assurant que l'équipement nécessaire a été acquis. «Il ne reste que la désignation de techniciens pour la production». La wilaya de Sidi Bel-Abbès connaît, depuis le début de ce mois de ramadhan, une disponibilité du produit laitier, contrairement à l'année passée où ce produit de base disparaissait des étals dès les premières heures de la matinée, a-t-on rappelé.

M. Y. / R. R.

Sahara occidental

L'Université de Pretoria abrite une Conférence sur le processus de décolonisation

■ L'Institut des sciences politiques à l'Université sud-africaine de Pretoria (DSPUP) a accueilli une conférence sur le Sahara occidental, l'occasion pour les participants de lancer un appel pour accélérer le processus de décolonisation du Sahara occidental à travers la tenue d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui.

Par Farid M.

Cette conférence, co-organisée le 8 mai par «Solidarité avec l'Afrique sahraouie (SSA)» et «Sand Blast et PorUnSaharaLibre.org (Pusl)», a vu la participation des professeurs de l'Université de Pretoria, des diplomates de plusieurs pays, des doctorants-chercheurs, des étudiants et des membres du Centre des droits de l'Homme de l'Université, selon des médias locaux. D'Atabongwong Gallous, de la SSA, a évoqué, lors de son intervention, les développements récents et le contexte historique et politique du conflit au Sahara occidental, opposant le Maroc et le Front Polisario depuis plus de 40 ans. De son côté, Isabel Lourenço, collaboratrice du PUSL, membre de «la Fondation du Sahara occidental» (FUSO) et chercheuse au Centre d'études africaines de l'Université de Porto



et qui a récemment publié un rapport sur la situation des enfants et des jeunes sahraouis sous occupation au Sahara occidental, a non seulement présenté ce rapport, mais également détaillé un «*aperçu sur le quotidien, les difficultés et la répression qui affectent toute la popula-*

tion sahraouie sous occupation marocaine». Le rôle de la Minurso et l'absence d'une composante des droits de l'Homme dans son mandat, ainsi que le rôle de l'Union africaine dans le règlement du conflit sahraoui, et la situation des prisonniers politiques sahraouis dans les

geôles marocaines, et le droit inaliénable à l'autodétermination du peuple sahraoui, ont également été abordés par les intervenants, qui ont appelé à accélérer le processus de décolonisation au Sahara occidental. Lors de la série de questions-réponses, les participants ont affiché un grand

intérêt pour «*le rôle de la Minurso, les procès des prisonniers politiques sahraouis et le rôle de la communauté sahraouie dans la diaspora*», appelant à la libération immédiate et sans condition des prisonniers. Cette conférence s'est tenue un jour à peine après les élections législatives en Afrique du Sud qui jouent un rôle important au sein des Nations unies à travers son soutien indéfectible au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance. En avril, des dizaines de représentants des Etats africains ont participé à la Conférence de solidarité internationale de la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe) avec le peuple sahraoui et à son droit à l'autodétermination, organisée par le gouvernement sud-africain. Cet événement a démontré le réel engagement des pays de la SADC et du continent pour l'indépendance de la colonie en Afrique. **F. M./APS**

Tunisie

Le déficit commercial atteint 2 milliards de dollars

Le déficit commercial de la Tunisie ne cesse de s'aggraver pour atteindre un niveau de 6 337 millions de dinars tunisiens (plus de 2 milliards de dollars), contre environ 5,1 milliards de dinars (MD) enregistrés à la même période de 2018, a indiqué vendredi l'Institut national tunisien de la statistique (INS). Le taux de couverture a baissé de 1,4 point par rapport à 2018, pour s'établir à 71,3%, d'après les résultats des échanges commerciaux de la Tunisie avec l'extérieur aux prix courants (sans tenir compte de l'impact de l'inflation), durant le quadrimestre 2019.

Cette exacerbation du déficit, s'explique par une hausse des importations de 18,7%, nettement plus importante que celle des exportations à 16,5%. En dépit d'une décélération du rythme des importations par rapport à la même période en 2018 (+21,3%), les statistiques de l'INS montrent que les importations tunisiennes continuent d'évoluer à un rythme plus accentué que celui des exportations. L'augmentation des importations est due à la hausse observée au niveau de tous les secteurs (mines, phosphates et dérivés, produits énergétiques, produits agricoles et alimentaires de base, biens d'équipement et matières premières).

A titre d'exemple, la Tunisie a importé, en 2019, de l'Union Européenne (51,9% du total des importations tunisiennes), enco-

re davantage qu'en 2018. Ses importations de l'Union ont enregistré une hausse de 10,6% cette année (4 mois), pour s'établir à une valeur de 11 468,1 MD.

Pour ce qui est des exportations, leur progression aux prix courants est inférieure de moitié à celle enregistrée durant la même période en 2018 (+ 32,8%, à 13 542,6 MD). La Tunisie a exporté des produits des mines, phosphates et dérivés, de l'énergie, des industries mécaniques et électriques, du textile-habillement et cuir et des autres industries manufacturières.

En revanche, le secteur de l'agriculture et des industries agroalimentaires s'est replié de 10,2%, suite à la diminution de nos ventes d'huile d'olive. D'après l'INS, la balance commerciale est déficitaire à cause du déficit enregistré avec cer-

tains pays. Il s'agit en premier lieu d'un grave déficit avec la Chine, estimé à 2 011,7 MD, vient ensuite l'Algérie (-1161,9 MD), l'Italie (-1089,8 MD), la Turquie (-603,9 MD) et la Russie (-553,3 MD). Hors énergie, le déficit de la balance commerciale se réduit à 3 902 MD. Le déficit de la balance énergétique s'établit à 2 434,8 MD (38,4% du déficit total) contre 1687,2 MD durant la même période en 2018.

Accord pour mettre en œuvre des projets utilisant l'énergie solaire

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Agence allemande de la coopération internationale (GIZ) ont conclu récemment un accord de coopération visant la mise en œuvre de projets touchant à l'utilisation de

l'énergie solaire dans l'agriculture en Tunisie, a indiqué vendredi un communiqué de la FAO. Cet accord, conclu jeudi dernier, vise le renforcement de la coordination et la coopération entre ces deux institutions et a été signé par le représentant de la FAO en Tunisie, Philippe Ankers, et le directeur résident de la GIZ pour la Tunisie, Matthias Giegerich, selon la même source. L'objectif principal est d'utiliser le potentiel de l'énergie solaire pour l'irrigation, tout en s'assurant d'une gestion responsable et efficiente des ressources en eau. Cela se fait dans le cadre d'un concept d'intégration : le Nexus Eau-Energie-Alimentation, a précisé la FAO. Les échanges ont porté sur les synergies entre les deux organisations, particulièrement celles relatives à la mise en œuvre de projets parallèles dans plusieurs pays d'Afrique du

Nord. Dans le cas de la Tunisie, un projet mis en œuvre par la FAO et le ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche, vise à évaluer le potentiel et identifier les risques des systèmes solaires de pompage et d'irrigation. La GIZ collabore avec l'Agence nationale pour la maîtrise de l'énergie (ANME), l'Agence pour la promotion des investissements agricoles (APIA), l'Union tunisienne de l'agriculture et de la pêche (UTAP) et l'Agence de la vulgarisation et de la formation agricoles (AVFA) pour l'identification et l'analyse des liens entre les secteurs de l'eau, de l'énergie et de l'alimentation en Tunisie. Cet accord formalise la collaboration existante sur ces thématiques et est vu par les deux parties comme un premier pas vers une collaboration plus large. **Amel O./Agences**

Libye

Il ne peut y avoir de «solution militaire»

Le chef de la diplomatie britannique, Jeremy Hunt, a estimé qu'il ne pouvait pas y avoir de «*solution militaire*» aux affrontements en Libye, après des discussions à Londres avec le Chef du gouvernement libyen d'union nationale (GNA), Fayez al-Sarraj. Au cours de cette rencontre à Downing Street, en présence de la Première ministre britannique Theresa May, les deux hommes ont évoqué leur «*inquiétude commune quant à la détérioration de la situation en Libye*», a déclaré M. Hunt sur Twitter. «*Il*

ne peut y avoir de solution militaire. S'engager à un cessez-le-feu et à un retour aux négociations politiques sous l'égide de l'ONU est la seule manière d'aller de l'avant», a-t-il ajouté. Le Royaume-Uni avait proposé une résolution au Conseil de sécurité de l'ONU demandant un cessez-le-feu, qui n'a pu être approuvée, faute de consensus. Le Premier ministre du GNA, le gouvernement reconnu par la communauté internationale, a entamé cette semaine une tournée européenne pour réunir des soutiens. En proie à

l'instabilité depuis la chute de Mouammar al-Kadhafi en 2011, la Libye a de nouveau basculé dans une spirale de violences quand le maréchal Haftar, a déclenché une offensive militaire sur Tripoli, siège du GNA, le 4 avril. Après une progression rapide, ses troupes de l'autoproclamée Armée nationale libyenne (ANL) piétinent depuis un mois aux portes de la capitale libyenne, barrées par les forces loyales au GNA.

R. M.



Yémen

Le gouvernement qualifie de «manipulation» le retrait rebelle

■ Le gouvernement yéménite persiste et signe en qualifiant de «manipulation» l'annonce du retrait des rebelles Houthis de trois ports de l'Ouest, cruciaux pour l'arrivée de l'aide humanitaire dans ce pays en guerre.

Des experts estiment pour leur part qu'après des mois d'immobilisme, le désengagement militaire dans cette région pourrait constituer une percée, bien qu'il soit difficile à ce stade de dire à quel point cela est significatif. Dans un tweet hier, le ministre yéménite de l'Information, Mouammar al-Iryani, a une nouvelle fois jeté le doute sur la réalité du retrait rebelle qui, selon les Houthis, a déjà eu lieu samedi dans le port de Salif. «Ce que les miliciens Houthis ont fait, c'est la répétition d'une pièce de théâtre sur le transfert du contrôle du port à des forces» qui leur sont favorables, a-t-il dit. «Cela montre la poursuite d'une manipulation et une tentative d'éviter la mise en œuvre de l'accord» de désengagement des belligérants conclu sous l'égide de l'ONU en décembre dernier en Suède, a ajouté le ministre. Samedi, l'ONU, qui dispose d'une petite équipe d'observateurs dans la région de Hodeida, a déclaré qu'une opération de retrait rebelle avait «débüté». «L'ONU espère être bientôt en mesure de faire un rapport au Conseil de sécurité sur les mouvements réels sur le terrain», a souligné prudemment à l'AFP une source onusienne sous couvert d'anonymat. Des sources



PH. D. R.

proches des Houthis ont affirmé que des rebelles avaient commencé à se retirer des ports de Salif, Ras Issa et Hodeida, laissant la place à des gardes-côtes. A Salif, un photographe et un vidéaste de l'AFP ont constaté le départ de combattants rebelles et l'arrivée d'hommes vêtus d'uniformes de gardes-côtes. Un responsable loyaliste a ensuite qualifié de «nouvelle ruse» ce désengagement rebelle. Al-Hassan Taher, gouverneur de la

province de Hodeida, a affirmé à l'AFP que, dans les ports de Hodeida, Salif et Ras Issa, les combattants Houthis font semblant de se désengager et transfèrent l'autorité de ces installations à des forces de sécurité qui leur sont favorables, c'est-à-dire «à eux-mêmes». Il n'y a «aucune surveillance de la part de l'ONU et du gouvernement» pour ce retrait, a dit M. Taher, accusant le médiateur des Nations unies Martin Griffiths de collaborer

avec les rebelles. «Martin Griffiths veut remporter une victoire, même si les Houthis se transfèrent (l'autorité) entre eux. Nous rejetons totalement cela et l'accord doit être mis en œuvre dans son intégralité, notamment en ce qui concerne l'identité des forces qui prendront la relève des Houthis», a-t-il ajouté. Le désengagement militaire des belligérants dans la région de Hodeida était prévu par l'accord inter-yéménite arraché en Suède. Annoncé à plusieurs reprises par l'ONU, notamment en février et en avril, le retrait effectif des ports tardait à être mis en œuvre, suscitant l'inquiétude de la communauté internationale, alors que des millions de Yéménites sont menacés par la famine. L'essentiel des importations et de l'aide humanitaire est censé arriver via la ville portuaire de Hodeida qui a été la cible d'une offensive gouvernementale avant les pourparlers de paix en Suède fin 2018. La guerre au Yémen oppose depuis plus de quatre ans des forces gouvernementales, appuyées militairement par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, aux rebelles Houthis, soutenus par l'Iran et qui contrôlent de vastes zones de l'ouest et du nord du Yémen, dont la capitale Sanaa. Le conflit a tué des dizaines de milliers de

personnes, dont de nombreux civils, selon diverses organisations humanitaires. Environ 3,3 millions de personnes sont toujours déplacées et 24,1 millions, soit plus des deux-tiers de la population, ont besoin d'assistance, selon l'ONU. Le processus initié en Suède était le premier depuis 2016. Il a suscité des espoirs, les parties ayant conclu une trêve qui semble à peu près tenir à Hodeida, ainsi qu'un accord pour la libération de milliers de prisonniers. Cependant, ces libérations n'ont toujours pas eu lieu. Adam Baron, analyste associé à l'European Council on Foreign Relations, pense que les développements du week-end à Hodeida représentent «une percée potentielle après des mois d'immobilisme» depuis l'accord de Suède. «Cela étant dit, il reste à voir jusqu'à quel point elle peut vraiment être importante. La confiance entre les deux parties frôle l'inexistence, ce qui continue d'entraver tout effort» de désescalade, note-t-il. Selon lui, «une mise en œuvre de l'accord (à Hodeida) ne signale que des progrès sur une partie de l'accord et un aspect du conflit. Il est essentiel de se rappeler que le Yémen n'est pas Hodeida et que même dans le calme relatif qui y règne, le conflit continue à brûler» ailleurs. **Rosa C.**



Impuissance

Suicide

Par Fouzia Mahmoudi

Deux semaines des élections européennes, la gauche française, au plus bas dans les sondages d'opinions, ne sait pas comment retrouver sa place sur la scène politique française. Le PS, grand parti de gauche qui a dominé durant plus de cinquante ans l'échiquier politique avec la droite, semble incapable de se revitaliser et continue de sombrer. D'ailleurs, le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, ex-poids lourd socialiste, estime que le PS est voué à un «lent suicide» et appelle à une meilleure représentation des «sensibilités de gauche» au sein de La République en marche (LREM). «Le PS a raté quatre grands rendez-vous», estime-t-il, citant la «dissidence» d'une partie de ses ténors après l'élection de François Hollande, le choix d'un de ces dissidents, Benoît Hamon, comme candidat à la présidentielle de 2017, puis celui de l'opposition systématique à LREM et enfin, le vote d'une motion de censure durant la crise des «gilets jaunes». «À force d'enfermements successifs, on aboutit à de l'inexistence. C'est un lent suicide», met en garde Jean-Yves Le Drian, qui n'est plus membre du PS, mais n'a pas rejoint LREM. «Sauf révision extrême de ses méthodes, son avenir s'annonce difficile», prédit-il alors que le PS n'est crédité que de 5 % des voix aux Européennes du 26 mai. «Face à cela, il faut que les sensibilités de gauche issues du PS, au sein de LREM, se structurent et s'expriment davantage», a pointé le ministre. Jean-Yves Le Drian, qui avait réclamé un «nouveau contrat social» au plus fort de la crise des «gilets jaunes», estime qu'Emmanuel Macron a tiré les leçons de cette secousse sociale et engagé des «inflexions significatives». «Franchement, je me retrouve tout à fait dans ce qu'a dit le président, tant sur le contenu des mesures que sur le changement de méthode», dit-il tout en appelant à mettre maintenant en œuvre ces mesures avec «humilité et détermination». Le PS avait d'ailleurs, après quelques semaines de flottement, décidé de soutenir le mouvement des «gilets jaunes» y voyant là un moyen de se reconnecter avec les Français. Malheureusement pour les socialistes, cela n'a pas fonctionné et le parti aujourd'hui ne semble plus exister que médiatiquement où son ancienne stature lui donne encore accès aux grandes chaînes d'information. **F. M.**

Venezuela

Nouvelle manifestation des pro-Guaido, mobilisation faible à Caracas

Le chef de file de l'opposition vénézuélienne Juan Guaido a appelé samedi ses partisans à ne pas tomber dans «la peur et l'inaction», lors d'une nouvelle manifestation à Caracas contre le président Nicolas Maduro qui a peiné à mobiliser, onze jours après le soulèvement manqué. Ils étaient entre 1 500 et 2 000 sur la place Alfredo-Sadel dans un quartier de l'est de Caracas majoritairement acquis à l'opposition, selon des journalistes de l'AFP. Au contraire de précédentes manifestations anti-Maduro, qui ont rassemblé jusqu'à plusieurs milliers de personnes, celle-ci n'a pas quitté la place pour sillonner les rues de la capitale. Elle s'est articulée autour du discours de Juan Guaido, qui s'est proclamé président par intérim il y a plus de trois mois et demi. «Nous sommes à un moment historique: soit nous sommes prisonniers de la peur, du désespoir et de l'inaction (...), soit nous continuons à occuper la rue avec espoir, avec force, avec confiance», a déclaré Juan Guaido, qui tente de déloger Nicolas Maduro du pouvoir, le qualifiant d'«usurpateur». Ces manifestations permettent de mesurer l'ampleur de l'adhésion populaire à l'opposant, après son appel au soulèvement le 30 avril.

«Nous avons tous peur de la répression, mais nous ne pouvons pas rester chez nous», a expliqué Melquiades Rosales, 42 ans, qui a reconnu s'attendre «à voir plus de monde» à la manifestation de Caracas. Les manifestations anti-Maduro ne semblent pas non plus avoir fait le plein en province, selon des photos et des vidéos postées sur les réseaux sociaux. Les deux rassemblements auxquels Juan Guaido a appelé le week-end dernier – l'un pour inciter les soldats à le rejoindre, l'autre en hommage aux personnes tuées pendant les manifestations – ont été marqués par une participation déjà en baisse à Caracas. Juan Guaido avait placé les manifestations de samedi sous le signe de la «défense de l'Assemblée nationale», qu'il préside. Dominé par l'opposition, le Parlement monocaméral est dans le viseur du pouvoir chaviste depuis le soulèvement manqué. La justice, que l'opposition accuse de ne répondre qu'au gouvernement de Nicolas Maduro, a inculpé dix députés pour «haute trahison» et «complot» pour leur participation «active» à cette tentative de sédition. Edgar Zambrano, vice-président de l'Assemblée nationale et bras

droit de Juan Guaido, a été placé en détention provisoire dans une prison militaire de Caracas. Trois députés se sont réfugiés dans des résidences diplomatiques et un autre en Colombie. Outre l'Assemblée nationale, le pouvoir poursuit son offensive contre les «traîtres» à l'origine de la tentative de soulèvement auquel Juan Guaido avait appelé, flanqué de soldats entrés en rébellion et de Leopoldo Lopez, un autre opposant. Nicolas Maduro a accusé vendredi son ancien chef du renversement Christopher Figuera d'avoir «coordonné le coup d'État» manqué, en tant que «taupe de la CIA», sans toutefois fournir de preuves. Depuis le soulèvement raté, le général Figuera a fait défection. Au plan international, Juan Guaido est reconnu président par intérim par une cinquantaine de pays et il n'écarte pas l'option militaire pour renverser Nicolas Maduro. Mais une intervention étrangère ne pourra avoir lieu que «lorsque nos alliés seront disposés à nous apporter ce genre d'aide et que cela sera la toute dernière option ou la seule qui reste aux Vénézuéliens», a-t-il déclaré à la chaîne portugaise RTP.

Batna

La pièce «El Mina» éblouit les férus de théâtre

■ La pièce «El Mina», du théâtre régional de Biskra, présentée vendredi soir sur les planches du théâtre de Batna, a ébloui les férus du quatrième art, à l'ouverture des soirées du ramadhan.

Par Adéla S.

Le public, venu nombreux, composé majoritairement de familles, a suivi avec beaucoup d'attention les événements de cette pièce théâtrale mise en scène par Hawki Bouzid sur un texte de Radouane Rochdi, abordant, dans un cadre loufoque, le phénomène de la corruption.

La pièce raconte la mésaventure de Si Djelloul, un président de l'Assemblée populaire communale (APC) qui, pour des fins purement électorales, décide d'honorer le dernier ouvrier de la mine de la collectivité locale qu'il dirige, Messaoud Erochi.

Ironie du sort, le P/APC et l'équipe qui l'accompagne (une secrétaire et une journaliste) se trouvent coincés dans cette mine «secouée» par une opération de forage illégale, et est contraint de convaincre l'ouvrier qui boucle ses 30 ans de services dans cette mine de leur trouver une issue.

L'acteur Said Djenane, dans le rôle du président de la commune (Si Djelloul), a fait part de beaucoup d'improvisation dans diverses séquences pour agrémente le show de cette pièce de comédie.

La pièce «El Mina» qui a entamé sa tournée à l'occasion du mois sacré du ramadhan à partir de Batna avec deux spectacles (le 1^{er} au théâtre régional et le second, ce samedi à la mai-

son de la culture Mohamed-Laid-Al- Khalifa) poursuivra son périple artistique dans les wilayas d'Oum El Bouaghi, Sétif, Constantine, Souk-Ahras et Guelma, a ajouté M. Djenane.

A la fin du show le public était conquis. «En dépit de son caractère loufoque, la pièce «El Mina» véhicule des messages et reflète un vécu dans la société algérienne», a déclaré à l'APS Saida Amghar, une retraitée du secteur de l'Education. Abondant dans son sens, Rachid Moncef, un étudiant, a déclaré que l'œuvre théâtrale traite d'une «réalité vécue».

Ce spectacle théâtral s'inscrit dans le cadre du programme d'animation concocté par le



théâtre régional de Batna à l'occasion du mois sacré du ramadhan

comprenant 22 pièces de différents théâtres, coopératives

et associations du pays.

A. S./APS

Oran

«Jannat el ahlem», nouvelle comédie théâtrale en montage

Une nouvelle pièce théâtrale, intitulée «Jannat el ahlem» (le jardin des rêves), est en montage à Oran, a-t-on appris hier de l'auteur et metteur en scène Mohamed Mihoubi.

«L'œuvre en préparation s'inscrit dans le registre de la comédie sociale», a précisé à l'APS Mihoubi, également président de l'association productrice «El-Amel».

«L'histoire réunit quatre personnages de différentes couches de la société dans un

cadre public, l'endroit idéal pour réfléchir et rêver sereinement leurs ambitions», a-t-il révélé.

L'interprétation est confiée à de jeunes artistes issus de l'école de formation de l'association «El-Amel» qui signe sa deuxième production cette année après «Tahouissa bel karroussa» (balade en carrosse).

Ce dernier spectacle a été joué devant plus de 3 000 enfants dans le cadre d'une tournée à travers les écoles de la wilaya, lan-

cée suite à la générale donnée le 1^{er} mars dernier au théâtre régional d'Oran.

La réaction favorable du public a incité l'association à préparer deux nouvelles versions de ce spectacle à l'intention de la petite-enfance (marionnettes) et des jeunes collégiens et lycéens. Plus de 900 amateurs de théâtre sont issus de l'école de formation d'El-Amel qui fête cette année le 43^e anniversaire de sa création, rappelle-t-on.

O. N.

Soirées de ramadhan à Annaba

La pièce «Galoufa» chaleureusement accueillie

La pièce théâtrale «Galoufa», de la coopérative du théâtre libre de Chlef, présentée au théâtre régional Azeddine-Medjoubi d'Annaba, a été chaleureusement accueillie par les familles bônoises venues nombreuses assister au show.

Le public a suivi avec beaucoup d'admiration cette œuvre théâtrale, réitérant ainsi sa fidélité aux soirées de ramadhan et sa volonté à accompagner les spectacles et les créativité artistiques à travers sa présence et ses applaudissements, selon le

directeur de cet établissement culturel, l'artiste Abdelhak Ben Maârouf.

La pièce «Galoufa» a traité vendredi soir de phénomènes sociaux et humains reflétant la régression des valeurs nobles régissant les relations entre les hommes et la domination de l'hypocrisie, de l'individualisme et des intérêts.

Le metteur en scène de cette œuvre théâtrale, Meïssoum Laâroussi, a évoqué le trafic du foin pour illustrer ces phénomènes et ce, à travers l'histoire

de Si Tayeb, un émigré, ayant vécu loin de sa famille et ses proches pendant plusieurs années, avant de revenir parmi les siens après la mort de sa sœur, où il découvre des plans machiavéliques et des complots pour accaparer des terres de la défunte.

Le choix du titre de la pièce n'était pas fortuit, selon le metteur en scène, qui précise que «Galoufa» signifie le chariot dans lequel autrefois les chiens errants étaient capturés.

Pas moins de huit pièces

théâtrales, dont «Tafadali Ya Anissa» de la coopérative culturelle Anis de Sétif et «Tayoucha» de Nesrine Belhadj (Alger) sont au menu du programme d'animation des soirées de ramadhan concocté par le théâtre régional d'Annaba.

Des spectacles chorégraphiques intitulés «Mazel» de la troupe locale «Ouled Lebled» et autres de rire et de distraction avec Bimo et Said d'Annaba seront également présentés à cette occasion.

Yamna N.

Livres/Ce que savait la nuit

Arnaldur Indridason revient en force

Tiens donc, Arnaldur Indridason a repris du poil de la bête. Après avoir abandonné son sombre héros Erlendur, il a vasouillé autour d'un duo de jeunes enquêteurs. Intrigue tracée à la règle dans les heures crayeuses de la Seconde Guerre mondiale, personnages principaux inconsistants. Trois tomes anecdotiques pour ce qui s'intitule «La Trilogie des ombres». Un ronchon rangé des voitures à gyrophare apparaissait dans le dernier opus : Konrad, aimanté par le meurtre d'un ancien de la Crim qui farfouillait dans les papiers jaunés d'une affaire classée en 1944. Les années 2000 et les années 1940 s'entre-mêlaient, le tandem de poulets du passé embroussaillait l'esprit de l'ex-flic d'aujourd'hui. Lui avait un truc à part, des cicatrices qui démangent, une densité esquissée.

Arnaldur Indridason n'est jamais aussi bon que dans les pantouffes éculées de bougons vieux avant l'âge, qui racontent une vie à chaque pas. Il lui fallait rattraper Konrad par la main, lui offrir ses fragiles mélancolies et le premier rôle dans un polar, prémices d'une nouvelle série. Dans Ce que savait la nuit, l'inspecteur à la retraite voyage au bout de l'ennui, l'horloge au ralenti, les pensées qui bourdonnent autour de l'homicide de son père et du décès de son épouse. La découverte d'un corps congelé dans un glacier, en haut de Reykjavik, le sort de son marasme. Le cadavre est celui d'un homme d'affaires disparu il y a trente ans, visiblement assassiné. Le suspect d'alors est encore une fois arrêté et réclame l'aide de Konrad pour établir son innocence. Le policier avait enquêté en

vain à l'époque, mais un témoignage inattendu vient apporter de l'eau à son moulin. C'est reparti. Les indices sont tirés par les cheveux depuis Saturne et pourtant le livre prend. Le suspense tendu comme une corde à linge sur le réchauffement climatique, l'Islande en crise, les magouilles d'antan et toutes ces sortes de choses n'expliquent qu'en partie son attrait. Qui repose essentiellement sur les félures silencieuses de Konrad et un jour d'éclipse de lune plus long que l'éternité. Passages d'une beauté douloureuse, amenés sur des feutres dans des demi-insomnies au parfum d'été. Erlendur s'est dissous dans la lumière, que vivent longtemps Konrad et ses ombres.

Traduit de l'islandais par Eric Boury. Métalléi Noir, 300 p.

Cinéma

Décès du cinéaste français Jean-Claude Brisseau

LE CINÉASTE français Jean-Claude Brisseau, auteur d'une douzaine de films dont «Noce Blanche», est mort samedi à Paris à l'âge de 74 ans, a indiqué son entourage. Le réalisateur et scénariste est décédé dans un hôpital des suites d'une longue maladie. Son film «Noce Blanche», sorti en 1989, restera son plus grand succès (plus de 1,8 million d'entrées). Il y fit tourner pour la première fois la toute jeune Vanessa Paradis, qui obtint pour ce long-métrage le César (récompense du cinéma français) du meilleur espoir féminin. Auparavant il avait réalisé «De Bruit et de Fureur», un autre film choc, sur la banlieue. En 2012 «La Fille de nulle part» lui valut le «Pardo d'oro» (Léopard d'Or) du Festival du film de la ville suisse de Locarno. «Que le diable nous emporte» était son dernier film, sorti début 2018.

R. C.



OM Arzew Les bilans rejetés, le club dans la tourmente

NOUVEAU PROMU en Ligue 2 «Mobilis» de football, l'OM Arzew plonge déjà dans la crise après le rejet par l'assemblée générale (AG) des bilans moral et financier de l'exercice 2018-2019, et ce, à la surprise générale. L'attitude de la majorité des membres de l'AG a été déplorée par le président du club, Abdelkader Grine, qui s'est même allé s'en plaindre auprès de la direction locale de la jeunesse et des sports, a-t-on appris de lui. «C'est à ne rien comprendre dans ce comportement que je tiens à dénoncer au plus haut point. C'est tout simplement un complot qui se trame sur mon dos, car c'est illogique de rejeter mon bilan alors que j'ai réussi à faire accéder mon équipe en Ligue 2, tout en parvenant à régler de grosses dettes», a-t-il déclaré. L'OMA est parvenu à décrocher le seul billet du groupe Ouest de la division nationale amateur (DNA) après avoir terminé leader de son championnat avec dix points d'avance sur son

dauphin la JSMT. Il s'agit de la première année de Grine à la présidence du club bien qu'il ait hérité d'une situation très délicate, selon ses dires. «A mon arrivée, tous les comptes bancaires du club étaient gelés en raison des dettes sous lesquelles il croulait. Ces dettes étaient estimées à 70 millions DA. J'ai pu, malgré tout cela, surmonter tous ces aléas et mener l'équipe vers la Ligue 2, grâce notamment à la contribution de certains opérateurs économiques de la ville, ainsi que les autorités locales», a-t-il insisté. Le président de l'OMA accuse certaines parties dans l'entourage du club de vouloir «à tout prix (le) renverser», maintenant que le club s'est hissé à l'antichambre de l'élite, tirant au passage la sonnette d'alarme, car estimant que cette crise qui s'y est installée, «risque de mettre en péril l'avenir de l'OMA, alors qu'il s'apprêtait, lui, à lancer plusieurs projets au profit de l'équipe».

Cyclisme Réda Kahlal désigné DTN

LE COACH Réda Kahlal a été désigné nouveau Directeur technique national (DTN), lors d'une réunion du Bureau fédéral, tenue vendredi soir au siège de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC), en présence du président fraîchement élu, Kheireddine Barbari. «Outre la nomination de Réda Kahlal au poste de DTN, il a été décidé de désigner Hocine Zahar, Directeur administratif, alors que Hakim Mosteghanemi a été maintenu au poste de Directeur de l'organisation sportive (DOS)», a-t-on encore appris auprès de la FAC. Lors de cette réunion, il fut également procédé à la désignation des présidents des commissions, la préparation de la

réunion du collège technique national extraordinaire, pour l'établissement du calendrier des compétitions régionales et nationales, ainsi que la répartition des vélos sur les ligues. Cette réunion du Bureau fédéral, sous la conduite du nouveau président Kheireddine Barbari, sera suivie d'une autre séance de travail, prévue ce samedi soir, au complexe Ahmed-Ghermoul (Alger) et sera élargie aux présidents des Ligues de wilaya. L'ordre du jour de cette séance de travail, qui se tiendra à partir de 22h30, portera sur la préparation de la session extraordinaire du collège technique national, la répartition des vélos et autres.

Handball (U19) Le HBC Messerghin réussit une belle moisson

L'ÉQUIPE DES moins de 19 ans (garçons) du HBC Messerghin de handball continue d'étoffer son palmarès en s'offrant le championnat et la Coupe de la wilaya d'Oran. Cette double consécration vient faire oublier aux «jeunots» du HBCM leur récente élimination en demi-finales de la Coupe d'Algérie, dont ils détiennent le trophée, face à leur adversaire en finale de la saison dernière, la JS Larbaâ. Cependant, les gars de Messerghin ne comptent pas s'arrêter en si bon chemin, puisqu'ils visent tout simplement le trophée du challenge national, selon le président du club, Mohamed Allal. «Nous ne sommes qu'à une marche du challenge national. Un dernier tour nous attend face aux équipes de Relizane et Oued Tlalat pour espérer accéder au tournoi national, prévu à Mila. Mes jeunes tablent sur le trophée national pour se racheter

de leur élimination en demi-finales de la Coupe d'Algérie», a-t-il déclaré à l'APS. Réputé pour être une véritable école de formation des jeunes talents de handball dans la région Ouest du pays, le HBCM, qui est toujours dépourvu d'une équipe seniors, table énormément sur cette jeune génération de l'équipe U19 afin d'écrire en lettres d'or l'histoire du club dans un avenir proche.

Volley-ball / Coupe d'Algérie (messieurs) Le GSP en demi-finales

LE GS PÉTROLIERS s'est qualifié pour les demi-finales de la Coupe d'Algérie de volley-ball (messieurs), en s'imposant au tie break devant le NR Bordj Bou Arréridj (21-25, 25-23, 25-19, 24-26, 15-13), samedi soir à Bordj Bou Arréridj. Le GS Pétroliers, tenant du trophée, rejoint dans

Ligue 1 de football (27^e journée) L'USMA se rassure, le PAC et la JSK calent

■ L'USM Alger, leader du championnat de Ligue 1, a réussi à s'imposer à domicile face à l'Olympique Médéa (3-1), creusant l'écart sur son dauphin le Paradou AC, battu à Béjaïa (1-0), à l'occasion de la 27^e journée disputée samedi soir.



Les Rouge et Noir se rapprochent du titre

Par Mahfoud M.

Léquipe de Médéa a ouvert le score par Addadi (4'), suite à une main du portier usmiste Berrefane qui détourne le ballon dans ses propres filets. En seconde période, l'USMA, complètement déchainée, a renversé son adversaire grâce à Benghit (51'), Ellafi (80'), et Meziane (90'+1). Le club de Soustara compte désormais quatre points d'avance sur son poursuivant direct, le Paradou AC, battu en déplacement face au MO Béjaïa (1-0). Le défenseur Mazarî a surgi à la 81^e minute pour permettre aux «Crabes» de rester en vie dans l'optique du maintien. Au stade Chahid-Hamlaoui de Constantine, le CSC a confirmé sa suprématie à domicile en disposant à huis clos de la JS Kabylie (2-0). Abid (25') et Benayada (44') ont permis au champion d'Algérie sortant d'atteindre la barre des 39 points et

rester en course pour terminer sur le podium. La JSK qui se devait de revenir avec un bon résultat n'a pas réussi le pari et s'éloigne de la course au titre. La rencontre entre la JS Saoura et le MC Alger (4-3) a été la plus prolifique. Bekakchi (22'), Hammia (35', s.p), Lahmeri (50'), et Saâd (66') ont permis à la formation de Béchar de rejoindre la quatrième place au classement. Les trois buts du Doyen ont été marqués par Bendebka (31'), Frioui (45'+1, s.p) et Nekkache (82'). C'est la deuxième défaite de suite concédée par le Mouloudia après celle essuyée à Constantine (2-0). La JSS revient à trois points du podium. Dans le milieu du tableau, le CABB Arreridj et le CR Belouizdad ont fait match nul (0-0). Le Chabab reste toujours vaincu depuis le début de la phase retour et s'approche davantage du maintien. En bas du classement, l'USM Bel-Abbès a quitté la lanterne rouge à l'issue de sa victoire à

l'arraché dans le temps additionnel face à l'AS Ain M'illa (1-0). Seguer a surgi à la 90'+4 pour permettre à son équipe de préserver ses chances pour le maintien. Le DRB Tadjenanet a réalisé une mauvaise opération en se faisant accrocher devant son public face au MC Oran (0-0). Les deux équipes ont terminé la partie en infériorité numérique par l'expulsion du mouloudéen Heriat (30'), et Aib du côté du Difaâ (87'). Plus tôt dans l'après-midi, le NA Hussein-Dey a enchaîné un cinquième match sans victoire, en se contentant d'un seul point lors de la réception de l'ES Sétif (0-0). La 28^e journée du championnat se jouera jeudi 16 mai. Le choc entre la JS Kabylie et l'USM Alger prévu au stade du 1^{er}-novembre de Tizi-Ouzou sera incontestablement l'affiche à suivre.

M. M.

Equipe nationale Belmadi arrêtera bientôt sa liste

Le coach national, Djamel Belmadi, arrêtera bientôt sa liste des 23 joueurs sur lesquels il comptera pour cette CAN 2019 qui se déroulera au mois de juin prochain au Caire. Le sélectionneur national a pris tout son temps pour choisir les éléments qu'il devrait mettre sur cette liste

où des surprises sont à écarter. En effet, même si l'attaquant de Montpellier, Delort, a laissé entendre qu'il souhaite porter le maillot national et déposé les documents nécessaires à l'ambassade d'Algérie en France, cela ne veut nullement dire qu'il sera présent à ce tournoi continental. Tout porte à croire qu'il ne sera convoqué qu'après la CAN afin de mieux évaluer ses qualités techniques et le degré de son adaptation avec le groupe. Pour ce qui est des joueurs locaux, on apprend que seuls les joueurs du Paradou AC, Loucif et Boudaoui, seront présents à ce rendez-vous continental, alors que les autres joueurs du cru ne seront pas choisis. Il est, par ailleurs, pos-

sible de voir le latéral gauche, Fawzi Ghoulam, qui a repris la compétition avec le FC Naples, être du voyage au Caire, d'autant plus que son expérience devrait aider les Verts qui ont besoin de joueurs capables de donner un certain plus lors de cette compétition. Le retour de Ghoulam apportera certains changements dans la disposition du groupe, étant donné que le Rennais Bensebaini reviendra dans l'axe et disputera une place au trio, Benlamri-Tahart et Halliche. L'essentiel pour le coach national est de faire jouer la concurrence pour obtenir un groupe capable d'être au rendez-vous.

M. M.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Enseignement supérieur

Commission ministérielle à l'UFC de Bouira pour enquêter sur une protestation

Une commission du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a été dépêchée dimanche à l'université de la formation continue (UFC) de Bouira pour enquêter sur le mouvement de protestation et la grève enclenchés depuis mercredi dernier par les fonctionnaires de cet établissement, a indiqué le directeur de l'UFC, Houcini Sefouane. «La commission ministérielle est formée du secrétaire général de l'UFC, ainsi que d'autres responsables du secteur, qui enquêtent sur le mouvement de protestation et la grève des fonctionnaires, qui réclament mon départ», a expliqué à l'APS M. Houcini. Dans la matinée, une quarantaine de fonctionnaires de l'UFC de Bouira avaient observé un sit-in devant le siège de l'établissement pour protester contre «les dépassements et les mauvais comportements» du directeur, a-t-on constaté. Les protestataires ont dénoncé «les mauvaises attitudes» et les «insultes

proférées quotidiennement à leur rencontre par le directeur de l'UFC, Houcini Sefouane». «Le directeur nous harcèle quotidiennement et il ne veut pas dialoguer avec nous pour trouver des solutions à nos problèmes», se sont-ils plaints. Selon des témoignages livrés par plusieurs fonctionnaires rassemblés devant le siège de l'UFC de Bouira, «le directeur exerce des pressions terribles sur les travailleurs, dont les enseignants et les femmes de ménage». Le même responsable «ferme toujours les portes du dialogue et continue de nous ignorer et de nous insulter. Nous sommes victimes de son mépris», ont dénoncé les fonctionnaires de l'UFC. En réaction à ces accusations, le directeur de l'UFC de Bouira a précisé que la commission ministérielle était en train de faire son travail afin de faire la lumière sur toutes ces questions. «Nous allons voir les résultats, et si je suis le fautif, je payerai», s'est-il contenté de dire.

Younès G./APS

Jeûner sous la chaleur



Loumis

Djalou@hotmail.com

Wilaya de Tizi-Ouzou

Un terroriste abattu à Azazga

UN TERRORISTE armé d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov a été abattu dimanche par un détachement de l'Armée nationale populaire à Azazga, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a abattu, le 12 mai 2019 suite à une embuscade tendue dans la localité de Zraïb près de Yakourène, à Azazga, dans la

wilaya de Tizi-Ouzou (1^{re} Région militaire), un terroriste et récupéré un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, deux chargeurs de munitions et une paire de jumelles», précise-t-on de même source.

L. M.

Publicité

ideom 4G LTE

50 Go

2500 DA

Des Appels ILLIMITÉS

Appels illimités vers le réseau fixe et 1000 DA de communications vers les réseaux mobiles. Après épuisement du volume, bénéficiez d'un accès gratuit aux réseaux sociaux.

www.algeriatelecom.dz

Le Jour d'Algérie - N° 4780 - Lundi 13 mai 2019

